



**POUR LE SERVICE PUBLIC, POUR LES SALAIRES
ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL**

GRÈVE NATIONALE

Mardi 24 novembre

***Le service public d'éducation asphyxié,
de la maternelle à l'université.
Partout, nos conditions de travail
sont sacrifiées !***

Le projet de budget 2010 débattu actuellement au Parlement prévoit 30.000 suppressions de postes de fonctionnaires d'Etat dont 16.000 dans l'éducation. Depuis 2003, ce sont près de 50.000 postes qui ont été supprimés dans les services administratifs et les établissements scolaires.

La filière administrative est particulièrement visée par ces suppressions. Le gouvernement prévoit en effet une diminution de plus de 900 emplois d'administratifs des services centraux et déconcentrés (du programme "soutien") : 600 suppressions franches et environ 300 emplois redéployés vers le programme "vie de l'élève" (postes de CPE ou d'infirmières).

Dans l'enseignement supérieur, si la mobilisation du premier semestre 2009 a permis d'empêcher les suppressions d'emplois de BIA-TOSS dans le budget 2010, aucune création n'est envisagée alors que tout le monde reconnaît le sous encadrement administratif des étudiants.

Partout, nos conditions de travail sont sacrifiées. Les réorganisations de services succèdent aux réformes de structures notamment pour adapter les missions aux suppressions de postes (démantèlement du Service des Pensions de La Baule, reconcentrations académiques, regroupements comptables...).

Et tout cela dans un contexte de salaires scandaleusement bas, où les débuts de carrières se confondent avec le SMIC, sans perspectives réelles d'une évolution rapide. Pire, avec les nouveaux dispositifs indemnitaires (la Prime de fonctions et de résultats notamment), le salaire au mérite se généralise et l'individualisation des carrières devient la pierre angulaire de la gestion des ressources humaines (cf la réforme de l'évaluation).

***CELA N'EST PAS ACCEPTABLE !
NE LAISSONS PAS FAIRE !***

**Le 24 novembre, toutes et tous dans l'action,
pour nos revendications**

Exigeons :

- l'arrêt des suppressions de postes et le rétablissement des postes supprimés
- des créations de postes nécessaires au fonctionnement des services académiques, des universités, des établissements, notamment pour résorber la précarité
- l'arrêt des réorganisations-destructives de services servant à dégager des marges pour supprimer les emplois, **NON** à la RGPP et à la Loi de mobilité.
- l'augmentation générale des salaires, **300 euros d'augmentation (en points d'indice) pour tous, pas de salaires inférieurs à 1.600 euros nets**
- la requalification générale des emplois à la hauteur des missions exercées et des compétences mises en oeuvre
- la revalorisation des indemnités avant l'intégration dans le salaire. **NON** au salaire au mérite, **NON** à la PFR, **NON** à la modulation indemnitaire, **OUI** à un salaire décent pour vivre dignement
- l'arrêt de la dégradation généralisée des conditions de travail et du développement du stress au travail comme conséquence des désorganisations, fusions, mutualisations, regroupements, suppressions de services

**Syndicat national de l'administration scolaire
universitaire et des bibliothèques - FSU**

104, Rue Romain Rolland - 93260 LES LILAS
Téléphone : 01.41.63.27.51 - Fax : 01.41.63.15.48
Courriel : snasub.fsu@snasub.fr

Renforcez l'action syndicale,
adhérez au SNASUB-FSU :

**rendez-vous sur
www.snasub.fr**